



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

JAPON - COREE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TOKYO

N° 182 – Du 16 au 29 janvier 2023

Sommaire

Japon

- ❖ La Banque du Japon a maintenu inchangées ses mesures accommodantes malgré l'anticipation d'un resserrement par les marchés.
- ❖ La ville de Tokyo lance de nouvelles initiatives pour décarboner son territoire.
- ❖ Les importations de produits agricoles et agroalimentaires français au Japon atteignent un niveau record en 2022.
- ❖ Renault-Nissan : vers une nouvelle alliance.

Corée

- ❖ Malgré un repli au quatrième trimestre, la Corée enregistre une croissance économique de 2,6 % en 2022.
- ❖ Le Président Yoon décroche de nombreux contrats et promesses d'investissements lors de ses déplacements aux Emirats arabes unis et à Davos.
- ❖ Le gouvernement coréen souhaite faire passer la part de nucléaire dans le mix électrique de 27% à 35% d'ici 2036.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,9 MD €

Produits alimentaires français importés au Japon en 2022

Japon

1 Macro-économie et finance

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu inchangées ses mesures accommodantes à l'issue de sa réunion des 17-18 janvier, malgré l'anticipation d'un resserrement par les marchés. Elle justifie sa décision par ses prévisions d'inflation toujours inférieures à 2% à moyen terme (1,6% en 2023 et 1,8% en 2024), et par la nécessité d'évaluer l'impact de sa décision de décembre dans la durée (élargissement de la bande de fluctuation de la courbe des taux – cf. brève du 5 au 18 décembre 2022). En particulier, la BoJ a annoncé la mise en place d'une « nouvelle arme » devant permettre de limiter la hausse des taux d'intérêts de long terme et améliorer le fonctionnement du marché obligataire. Elle prête désormais des fonds à taux variables aux acteurs financiers (dans le but de stimuler leurs achats de JGB – obligations souveraines japonaises) à un maximum de 10 ans contre 2 ans jusqu'à présent. L'objectif est de substituer la demande de titres de la BoJ par une demande privée pour diminuer les distorsions de marché. Les taux variables lui permettront de réguler la demande privée de JGB pour toutes les échéances (5 ans, 10 ans, 30 ans etc.) via une offre de fonds plus flexible, pour ajuster la forme de la courbe des taux. De plus, la BoJ propose maintenant de racheter des JGB à 5 ans pour faire baisser leur taux et normaliser davantage la pente de la courbe des taux. Les marchés ont répondu favorablement à ce programme : lors de la première adjudication de fonds à 5 ans le 23 janvier, la BoJ a reçu 3,13 Tns JPY (23 Mds €) d'offre d'achat, trois fois le montant offert. [The Japan Times](#), [Nikkei Asia](#), [Nikkei Asia](#), [The Japan News](#)

2 Politiques économiques

La ville de Tokyo lance de nouvelles initiatives pour décarboner son territoire. Le gouvernement métropolitain de Tokyo (TMG) a publié un projet de plan de décarbonation du port de Tokyo. La ville envisage d'établir un système d'approvisionnement en carburants de nouvelle génération tels que l'hydrogène et l'ammoniac afin de transformer l'énergie utilisée dans le port et pour les navires et les équipements portuaires en énergie décarbonée. L'objectif est de réduire de moitié les émissions de CO₂ en 2030 par rapport à 2000 et qu'elles deviennent pratiquement nulles en 2050. On compte parmi les mesures proposées le remplacement d'ici 2050 des moteurs diesels utilisés pour alimenter les machines de manutention des cargaisons par des piles à combustible et l'installation de systèmes autonomes de production d'électricité utilisant des combustibles de nouvelle génération pour se préparer aux pénuries d'électricité. Une consultation publique sur ce plan est en cours jusqu'au 27 février. Dans le domaine des transports, le TMG a également lancé fin janvier une démonstration de service de bus utilisant du biocarburant à faible impact environnemental, fabriqué à partir d'algues. Cette démonstration concerne 58 bus et a lieu jusqu'à fin février sur 7 lignes dans le centre-ville de Tokyo. [Nikkei](#), [Nikkei](#)

Les importations de produits agricoles et agroalimentaires français au Japon atteignent un niveau record en 2022. Selon les douanes japonaises, 1,9 Md € de produits agroalimentaires français ont été importés au Japon en 2022, soit 18% de plus qu'en 2021 et 9% au-delà du précédent record en 2019. Les exportations de produits japonais vers la France restant quasi-stables à 86 Mi € (-1%), le solde commercial bilatéral agricole et agroalimentaire atteint 1,8 Mds € en faveur de la France. Les boissons représentent 1,16 Mi € (+20%), dont 583 Mi € de vins pétillants (+29% en valeur, +26% en volume) et 439

Mi € de vins tranquilles (+12% en valeur, -3% en volume). La France distance largement ses concurrents en valeur, avec 58% de parts de marché, et se situe à la 2e place en volume. Les préparations à base de céréales atteignent 118 Mi € (+32%), confirmant la bonne dynamique du marché de la boulangerie-pâtisserie, en croissance régulière depuis trois ans. Les produits laitiers sont quasi-stables en valeur, à 101 Mi € (+2%) mais connaissent un net recul en volume (-12%). Les viandes progressent de 18% et atteignent 88 Mi €, grâce à une forte hausse des importations de viande porcine (+19%), tandis que l'alimentation animale diminue de 9% en valeur et 13% en volume, à 94 Mi €. [Douanes japonaises](#)

3 Entreprises

Renault-Nissan: vers une nouvelle alliance. L'alliance Renault-Nissan est en pleine mutation. Lundi 30 janvier, une déclaration conjointe a été publiée, annonçant une réduction à 15% de la part du capital de Nissan détenue par Renault (jusqu'à présent de 43%, contre 15% pour Nissan dans Renault), afin de rééquilibrer les relations. Une différence majeure qui devrait par conséquent être bientôt rectifiée dans le cadre d'un nouvel accord de partenariat dont le contenu est actuellement en discussion. Nissan a également annoncé son intention d'investir dans Ampère (à hauteur de 15%), un projet d'entreprise spécialisée dans les véhicules électriques, en développement chez Renault. Les deux parties prévoyaient de conclure les discussions en octobre 2022, cependant des divergences d'analyse, notamment sur le partage de la propriété intellectuelle, ont ralenti le processus. En effet, Renault avait formulé l'idée, au fil des négociations, de partager les brevets concernant le développement de véhicules électriques, conjointement déposés, à des entreprises tierces. Nissan, de son côté, avait exprimé des réticences, notamment en raison des risques de fuites d'informations. 1800 brevets auraient été conjointement déposés au cours des 5 dernières années. La conclusion de cette négociation sera révélée courant février. [Nikkei](#), [Nikkei](#)

Corée

1 Macro-économie et finance

Malgré un repli au quatrième trimestre, la Corée enregistre une croissance économique de 2,6 % en 2022, un résultat en ligne avec les dernières prévisions nationales et mondiales. Selon les chiffres publiés par la Banque de Corée, cette croissance est portée par les dépenses des ménages (+ 4,4 %) et les dépenses publiques (+ 4,2 %). La forte hausse des importations (+ 3,5 % en volume) conduit à une contribution négative du commerce extérieur, bien que les exportations soient également en hausse de 2,9%. Les investissements se contractent à - 0,9 %, en raison d'une baisse dans la construction (-3,5 %) et les achats d'équipements (-0,7%), tandis que les investissements en propriété intellectuelle sont en hausse (+4,8 %). Sur le quatrième trimestre de 2022, le PIB coréen s'est contracté de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, du fait à la fois d'une détérioration du commerce extérieur (baisse des exportations de 5,8 %) et d'un déclin de la consommation privée (- 0,4% en dépit des mesures de soutien de l'Etat (dépenses publiques en hausse de 3,2 %). [Pulse News](#), [BoK](#), [Korea Times](#), [Yonhap](#)

2 Politiques économiques

Le Président Yoon décroche de nombreux contrats et promesses d'investissements lors de ses déplacements aux Emirats arabes unis et à Davos. Au cours d'une visite de quatre jours à Abou Dabi et Dubaï, le Président coréen Yoon Suk-Yeol a annoncé la signature de 24 accords commerciaux pour un total de 6 Mds USD dans les domaines de l'hydrogène, de la défense, de la santé et de l'agriculture intelligente. Le Président émirien a en outre annoncé l'intention de son pays d'investir pour 30 Mds USD en Corée au cours des prochaines années. Le Président Yoon s'est ensuite rendu au Forum économique mondial de Davos, premier déplacement d'un Président coréen à cet événement depuis 2014. Le fabricant danois de turbines d'éoliennes Vestas a annoncé à cette occasion un investissement de 300 Mi USD en Corée dans une usine censée desservir le marché d'Asie-Pacifique. Les entreprises pharmaceutiques Merck et Novartis ont de leur côté annoncé un total de 500 Mi USD d'investissement sur le sol coréen. Yoon Suk-yeol s'est également entretenu avec les P-DG d'Intel, IBM, Qualcomm, JP Morgan Chase et Mubadala Investment, se présentant comme « le VRP en chef de la Corée ». [Korea Herald](#), [Joongang](#), [Korea Times](#)

Le gouvernement coréen souhaite faire passer la part de nucléaire dans le mix électrique de 27% à 35% d'ici 2036. A la mi-janvier 2023, le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie a publié son 10^{ème} plan de consommation nationale d'électricité, et le premier depuis l'arrivée au pouvoir du Président Yoon Suk-yeol en mai 2022. Ce plan confirme l'orientation pro-nucléaire du Président coréen, mettant un terme à la politique de sortie progressive du nucléaire initiée par son prédécesseur (17% de consommation électrique issue du nucléaire prévue en 2034 par le gouvernement précédent). La part d'électricité issue d'énergies renouvelables devrait également être portée à 31% en 2036 (contre 8% en 2021) soit une ambition réduite par rapport au plan du gouvernement précédent (40% à horizon 2034). La part du charbon dans le mix électrique devrait passer de 34% à 14% entre 2021 et 2036, avec la fermeture de 28 des 58 centrales existantes, et celle du GNL de 27% à 9%. La part de l'hydrogène dans la consommation électrique devrait quant à elle passer de 0% à 7% sur le même horizon de temps. [Bloomberg](#), [WNN](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : SER de Tokyo et SE de Séoul

Rédacteurs : Au service économique régional de Tokyo : le pôle Economie et Finance, le pôle Innovation, le pôle Agricole et Alimentation et le pôle Développement Durable

Au service économique de Séoul : le pôle Economie et Finance et le pôle Politiques Sectorielles.

Contact : Raphaël Keller, Ministre Conseiller aux Affaires Economiques
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Tokyo (adresser les demandes à : tokyo@dgtresor.gouv.fr).

Newsletter : Adresser votre demande d'inscription à tokyo@dgtresor.gouv.fr.